



Conseil économique et social

Distr. limitée
26 avril 2012
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt et unième session

Vienne, 23-27 avril 2012

Projet de rapport

Rapporteur: Martin **Krämer** (Autriche)

Additif

Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

1. À ses 5^e, 6^e et 7^e séances, les 25 et 26 avril 2012, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 5 de l'ordre du jour, qui était libellé comme suit:

“Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale:

- a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;
- b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
- c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme;
- d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale;
- e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des



Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances.”

2. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants:
 - a) Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes (E/CN.15/2012/7);
 - b) Note verbale transmettant le rapport du quatrième Sommet mondial des magistrats et chefs de parquet et des ministres de la justice (E/CN.15/2012/8);
 - c) Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption (E/CN.15/2012/9);
 - d) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme (E/CN.15/2012/10);
 - e) Rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2012/11);
 - f) Rapport du Secrétaire général sur le renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre la violence à l'égard des femmes (E/CN.15/2012/13);
 - g) Rapport du Directeur exécutif sur la coopération internationale en criminalistique (E/CN.15/2012/14).
3. Des déclarations liminaires ont été faites par la Chef du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite, le Chef de la Section de l'appui à l'application de la Convention du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite, le Chef du Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique, la Chef du Service de la prévention du terrorisme, le Chef de la Section scientifique et du laboratoire et le Directeur de la Division des traités. Une déclaration a également été faite par l'observateur du Danemark (au nom de la Présidence et des États membres de l'Union européenne) et par les représentants des pays suivants: Croatie, Thaïlande, Algérie, Canada, Bélarus, Argentine, Ukraine, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Autriche, Iran (République islamique d') Cuba, États-Unis d'Amérique, Allemagne, Maurice et Chine. Des déclarations ont également été faites par les observateurs des pays suivants: France, Libye, Costa Rica, Roumanie, Mongolie, Norvège, République de Corée, Venezuela (République bolivarienne du), Sri Lanka, Azerbaïdjan, Indonésie, Qatar et Soudan. L'observateur du Saint-Siège a fait une déclaration. Des déclarations ont en outre été faites par les observateurs de la Ligue des États arabes et de l'Alliance mondiale contre la traite des femmes.

A. Délibérations

1. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

Action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

4. Les débats consacrés au point 5 a) de l'ordre du jour ont porté, entre autres, sur les points suivants: importance de la ratification et de l'application universelles de la Convention contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant; négociations en cours sur la création d'un mécanisme d'examen de l'application de la Convention et de ses Protocoles; importance qu'il y a à appuyer l'application efficace des Protocoles, y compris dans le cadre des groupes de travail de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; et utilisation de la Convention comme fondement pour la coopération judiciaire internationale. Le Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, y compris le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et le Rapport mondial sur la traite des personnes, a également été mentionné.

5. Des orateurs ont souligné qu'il importait d'établir un mécanisme d'examen solide, efficace et économique, qui permettrait à la fois de recenser les besoins d'assistance technique et de souligner les résultats obtenus. On a noté que le mandat du mécanisme d'examen devait encore être finalisé à la sixième session de la Conférence des Parties.

6. On a insisté sur la nécessité de traiter de nouvelles formes de criminalité transnationale organisée, notamment les médicaments frauduleux, la cybercriminalité, le trafic de biens culturels et la piraterie maritime. Des orateurs se sont dits particulièrement préoccupés par la propagation des médicaments frauduleux et se sont engagés à combattre ce phénomène, notamment au moyen de cadres législatifs régionaux et de coopération régionale. En outre, la coopération renforcée entre l'UNODC et l'Organisation mondiale du tourisme a été appuyée et le mémorandum d'accord qui en résulte entre les deux organes a été salué.

7. On a noté qu'il fallait continuer à promouvoir des approches pluridisciplinaires et concertées aux niveaux national, régional et international. On a insisté sur la forte valeur ajoutée des outils et activités techniques.

2. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

8. On a estimé que la Convention des Nations Unies contre la corruption constituait le cadre mondial de la lutte contre la corruption. Des orateurs se sont réjouis du nombre croissant d'États parties à la Convention et ont demandé qu'elle soit pleinement appliquée.

9. Des orateurs se sont félicités des résolutions adoptées par la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption à sa quatrième session, tenue à Marrakech (Maroc) en octobre 2011. Ils se sont déclarés satisfaits de la participation de leurs pays aux première et deuxième années du premier cycle du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention, en leur qualité d'États examinés ou d'États examinateurs. Des orateurs ont rendu compte de leurs expériences positives lors de l'étape de l'auto-évaluation et lors d'échanges dans le cadre d'un dialogue direct. Certains orateurs ont souligné le rôle de la société civile dans les travaux du mécanisme.

10. On a insisté sur la nécessité d'une assistance technique pour l'application de la Convention. Des orateurs ont mentionné l'assistance technique fournie par l'UNODC, notamment l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés, menée conjointement avec la Banque mondiale, ainsi que l'assistance technique fournie par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), entre autres. On a souligné qu'il fallait répondre aux besoins d'assistance technique relevés au cours du processus d'examen et les donateurs ont été appelés à continuer de fournir un appui et de se coordonner en vue d'une utilisation optimale des ressources. On a appelé l'attention sur les réseaux de coordination régionale et internationale aux fins de renforcer la coopération en matière pénale, notamment celle de la Ligue des États arabes et de tels réseaux en Amérique latine, sur le renforcement de la coopération en matière pénale. Plusieurs orateurs ont mentionné le rôle que l'Académie internationale de lutte contre la corruption pourrait jouer dans la formation pluridisciplinaire spécialisée et le renforcement des capacités. Un orateur a fait référence aux travaux entrepris dans le cadre du Groupe de travail du G-20 sur la lutte contre la corruption, du groupe spécial de lutte contre la corruption du Sommet Business-20 et de l'initiative sur le Gouvernement ouvert.

11. De nombreux orateurs ont rendu compte des activités menées au niveau national pour appliquer la Convention, notamment l'adoption ou la modification de textes législatifs et la création et le renforcement d'institutions spécialisées. On a mentionné à titre d'exemple la législation sur la déclaration des avoirs des fonctionnaires et la création d'un registre central pour administrer le produit du crime saisi et confisqué. Un orateur a indiqué que son pays avait adopté le concept de préjudice social causé par la corruption et d'indemnisation pour ce préjudice. Plusieurs orateurs ont souligné l'importance des campagnes de sensibilisation et d'éducation, ainsi que la participation de la société civile, du secteur privé et des médias.

3. Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme

12. Des orateurs ont rappelé que le terrorisme international demeurait l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales et souligné que leurs pays condamnaient énergiquement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Une préoccupation spécifique a été exprimée en ce qui concerne le financement du terrorisme, notamment le versement de rançons à des groupes terroristes se livrant à la prise d'otages.

13. Plusieurs orateurs ont souligné que le terrorisme était un phénomène transnational complexe en mutation constante, et que la communauté internationale devait mener des efforts concertés pour le prévenir et le combattre. Des orateurs ont

mis en avant le rôle central que l'Organisation des Nations Unies devrait continuer de jouer pour appuyer les efforts des États Membres, notamment dans le cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

14. Des orateurs ont encouragé l'UNODC à continuer de fournir aux États Membres une assistance juridique et de renforcement des capacités en vue de consolider les systèmes nationaux de justice pénale pour lutter contre le terrorisme. On a appuyé la poursuite de travaux dans des domaines thématiques spécialisés tels que la lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes et le financement du terrorisme. L'Office a été invité à continuer de renforcer son approche transversale et intégrée de la fourniture d'assistance technique.

15. Plusieurs orateurs ont souligné qu'il importait que l'UNODC renforce encore sa coopération avec les organismes qui participent aux travaux de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme ainsi qu'avec les organisations régionales et sous-régionales compétentes.

4. Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale

16. Des orateurs se sont félicités des efforts déployés par l'UNODC et l'International Forensic Strategic Alliance pour encourager la coopération internationale sur les questions stratégiques liées à la gestion des laboratoires de criminalistique et promouvoir l'échange efficace des connaissances criminalistiques dans le monde entier. Un soutien été exprimé en faveur de l'action menée par l'UNODC pour mettre en place des services scientifiques et criminalistiques en général, et dans le domaine de l'analyse criminalistique des documents en particulier.

17. On a mentionné la Déclaration de Séoul de 2011 sur les "Nouvelles initiatives du service de poursuite – Une société équitable et juste" et souligné l'importance d'une coopération internationale forte entre les services de poursuite.

18. Plusieurs orateurs ont évoqué le problème de la piraterie maritime, notamment au large des côtes somaliennes, qui constitue une menace pour différentes régions et pour l'ensemble de la communauté internationale. Une approche globale était nécessaire pour s'attaquer aux causes profondes, renforcer la capacité des États concernés et améliorer la coopération internationale afin de poursuivre et de punir efficacement les pirates.

19. Les travaux de l'UNODC à l'appui de la lutte contre la piraterie ont été salués, notamment ceux qu'elle mène pour aider les pays à renforcer la capacité de leurs services judiciaires, de poursuite et pénitentiaires. L'Office a été invité à poursuivre ses efforts et à se coordonner avec d'autres organes tels que le PNUD et l'Organisation maritime internationale. En particulier, il a été invité à prendre des mesures pour remédier à l'insuffisance de règles et de cadres juridiques adéquats pour contrôler l'usage de la force par les gardes privés civils armés à bord de navires commerciaux.

5. Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances

20. Des précisions ont été données sur le rôle des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et leur contribution visant à aider la communauté internationale à renforcer la coopération dans des domaines essentiels de la prévention de la criminalité et de la justice pénale aux niveaux mondial, régional et sous-régional. Plusieurs orateurs se sont félicités des travaux du réseau et ont noté que l'UNODC et les instituts devraient poursuivre le dialogue, y compris entre eux, pour éviter des chevauchements d'activités.
